LA RN 9 BLOQUÉE, SIÈGES DE LA DAÏRA ET DE L'APC FERMÉS À ADEKAR ET DES ESCARMOUCHES À AKBOU...

Début de semaine houleux à Béjaïa

La wilaya de Béjaïa a vécu, hier, un autre début de semaine particulièrement très chaud. Plusieurs municipalités de la wilaya ont été fortement secouées par les protestations de citoyens réclamant l'amélioration du cadre de vie dans leur cité.

La RN 9 reliant Béjaïa aux wilayas de Sétif et Jijel a été, pour la énième fois, coupée à la circulation automobile en deux endroits (Tichy et le Pont de la Soummam à l'entrée Est de la cité des Hammadites), tôt dans la matinée d'hier par les populations locales en guise de protestation contre les conditions de précarité dans lesquelles sont plongés leurs villages et quartiers depuis plusieurs années.

Les revendications des villageois de Tassift et Imaâdhen relevant de la cité balnéaire de Tichy sont identiques à celles des habitants du quartier de Zaouia Sid Ali Labhar dans la commune de Béjaïa. L'eau potable, l'assainissement, l'éclairage public et le revêtement des routes menant vers leurs quartiers sont autant de préoccupations mises en avant par les manifestants qui s'insurgent contre «le laxisme des autorités concernées» par la prise en charge de leurs doléances «maintes fois réitérées».

Il convient de signaler, néanmoins, que comme les protestations sociales précédentes, c'est toujours le simple citoyen qui est pénalisé, se plaignent les milliers des usagers de ces importants axes routiers de la wilaya. Des milliers de travailleurs et d'étudiants habitant la région Est se sont retrouvés bloqués sur cette route et n'ont pas pu rejoindre leurs lieux de travail.

Des centaines de familles d'émigrés et de travailleurs qui devaient prendre les vols de la matinée vers la France et certaines villes de l'intérieur du pays à partir de l'aéroport Soummam Abane-Ramdane ont été contraints de faire le trajet à pied du lieudit Pont de la Soummam, bagages à la main, sur plusieurs kilomètres avant de rejoindre l'aéroport. Certains émigrés se sont retrouvés piégés au milieu des embouteillages monstres provoqués par le blocage de l'axe routier en question et ont raté leur vol dans la matinée d'hier, a-t-on appris. Le blocus sur ce tronçon routier, bloqué à hauteur du Pont de la Soummam, n'a été levé que vers le milieu de la journée après le déplacement du maire et du chef de la daïra de Béjaïa sur les lieux de la protesta pour s'engager, dans un P-V conjointement signé par les deux responsables, à entamer dans «les brefs délais» les travaux de revêtement et d'assainissement de ce quartier de Zaouia Sid Ali Labhar.

La ville d'Akbou a connu aussi une effervescence particulière en début de la soirée de samedi. Des escarmouches ont été signalées dans cette localité de la vallée de la Soummam, située à quelque 80 km à l'ouest du chef-lieu de la wilaya de Béjaïa, a-t-on appris localement. Quelques groupes de jeunes se sont regroupés, vers les coups de 18 h, à hauteur du lycée Haroun Mohamed (ex-lycée Hafsa), non loin du commissariat de police, où ils ont incendié des pneus.

Les manifestants ont lancé des pierres en direction des policiers qui n'ont néanmoins pas riposté. La manifestation en question répondrait, à en croire une source locale, à l'appel invitant les Algériens à se révolter pour exiger un changement du régime lancé ces derniers jours sur les réseaux sociaux pour la journée du 17 septembre par des groupes d'activistes.La manifestation, qui n'a toutefois pas réussi à mobiliser les citoyens localement, s'est rapidement dispersée. Les scènes de troubles ont duré moins d'une heure, précise notre source. Plus loin, dans la commune d'Adekar, la tension semble avoir atteint son paroxysme. Les citoyens de plusieurs villages de la municipalité sont revenus à la charge hier pour la deuxième fois en l'espace d'une semaine en procédant à la fermeture de toutes les institutions étatiques de la localité avec comme mot d'ordre, l'exigence «d'un plan de développement conséquent» pour leur commune. L'affichage de la liste des prébénéficiaires de logements sociaux dans la commune n'a pas manqué aussi d'exacerber un peu plus les tensions, selon des manifestants. Les protestataires s'élèvent contre ce qu'ils qualifient de «clientélisme avéré» dans la distribution des 80 logements sociaux réalisés dans la commune. Les sièges de la daïra, de l'APC, la Recette des impôts et l'agence postale ont été cadenassés durant la journée d'hier par les villageois contestataires qui réclament l'équité dans la répartition des moyens entre villages ainsi que la prise en charge des préoccupations de leurs villages, la transparence et la justice sociale dans l'attribution des logements sociaux, la concrétisation de la promesse de raccordement au gaz naturel, l'aménagement du centre urbain, la couverture postale et la connexion à l'Internet pour les villages dépourvus, la suppression de la décharge publique et une réelle politique d'hygiène publique. La protestation a gagné aussi dans la même journée d'hier dimanche, les villageois des municipalités de Tamokra et Bouhamza qui ont observé un rassemblement au barrage de Tichy Haf pour réclamer des indemnisations pour leurs terres expropriées depuis plusieurs années pour les besoins de la réalisation du barrage.

A. Kersani

Photo: DR

Les Béjaouis ne décollèrent pas.

ILS MENACENT D'UNE JOURNÉE DE PROTESTATION

Les dockers s'opposent à la séparation de l'entité portuaire

Le syndicat des dockers, structurés au sein de la Fédération nationale des travailleurs des ports, menace de recourir à une démonstration de force. La question sera tranchée lors du conclave des représentants des travailleurs des dix ports commerciaux les 21 et 22 du mois en cours, à Jijel.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La décision des pouvoirs publics de mettre en application le décret portant séparation de l'autorité portuaire des activités commerciales est à l'origine de la colère des syndicalistes dockers. Affiliée à l'UGTA, la Fédération des travailleurs des ports a convoqué son conseil fédéral «pour une réunion d'urgence qui se tiendra les 21 et 22 du mois en cours au niveau du port d'Alger».

«Le ministère des Transports veut pousser les dockers à investir la rue. Il refuse d'engager un dialogue avec les représentants des travailleurs. Suite à cela, nous avons convoqué le conseil fédéral qui aura à trancher sur la suite à donner à cette question. Le département des Transports refuse de collaborer et d'engager le débat sur cette question de séparation de l'entité administrative du commercial. C'est une provocation qui ne dit pas son nom, sinon comment expliquer cette démarche unilatérale engagée par M. Tou», s'est demandé le secrétaire général de la Fédération, M. Driss.

Pour ce responsable syndical, «la décision de séparation des deux entités est préjudiciable à notre économie». Et de rappeler que «la décision en question avait été prise en 1998 par le chef du gouvernement de l'époque (Smail Hamdani, ndlr) et voté par un parlement transitoire.» «Aujourd'hui, la situation a totalement changé, d'où notre appel à revisiter cette mesure et éviter donc un quelconque dérapage». A ce propos, il est à noter que le port d'Alger a connu hier des turbulences suite à l'opposition des travailleurs et des syndicalistes de voir une des structures de leur entreprise, en l'occurrence la capitainerie, récupérée par les forces navales.

D'ailleurs, le SG de la Fédération des travailleurs des ports a souligné que cette démarche s'inscrit dans le cadre de la restructuration des entreprises portuaires à travers l'application du décret portant instauration de l'autorité portuaire. «M. Amar Tou assumera entièrement toute forme de dérapage», a-t-il conclu.

A. B.

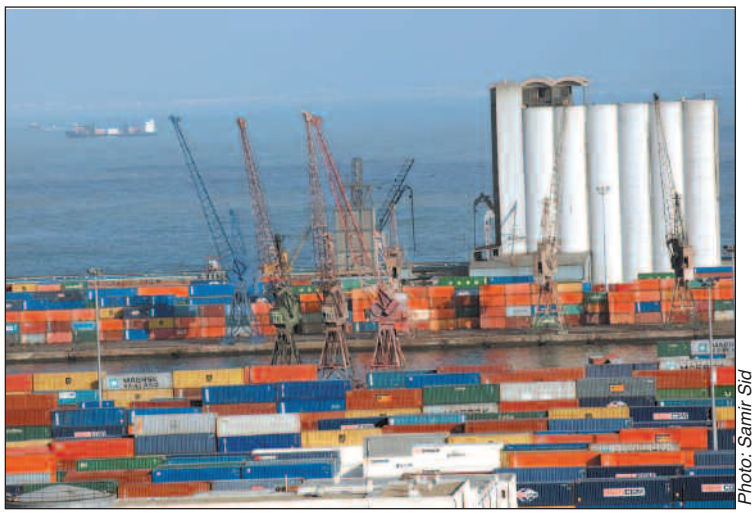

Photo: Samir Sid

Le port d'Alger connaît des turbulences.

COMMUNIQUÉ DU CLUB DES JOURNALISTES ALGÉRIENS DE FRANCE (CJAF)

À qui profite le crime ?

«Nous avons appris avec consternation et effroi que l'imprimerie des deux quotidiens algériens *El Watan* et d'*El Khabar* a fait l'objet d'une tentative d'incendie. Le Club des journalistes algériens de France se tient aux côtés des employés de l'imprimerie et des journalistes. Nous condamnons avec une extrême vigueur cette flagrante violation de la liberté d'expression. Le Club des journalistes algériens de France demande aux autorités de diligenter une enquête pour démasquer les responsables de cet attentat. Le Club des journalistes algériens s'étonne que celui-ci survienne le jour même où les deux journaux ont déposé leurs dossiers d'agrément pour la création de chaînes de télévision et de radio. L'Algérie s'honorerait à importer l'esprit de la place Tahrir et non les baltaguia. Ce crime ne doit pas rester impuni et ses commanditaires doivent être jugés. Nous renouvelons notre solidarité à toute la profession, qui a longtemps souffert de la barbarie et qui a payé un lourd tribut à la démocratie.»

CJAF